

Moldavie - votre prochaine destination !


Une politique décentralisée de l'eau dans la grande Europe
Un guide pour une coopération avec la Moldavie



Solidarité Eau Europe
Solidarity Water Europe
Solidarität Wasser Europa



Solidaritate Europeană pentru Apă în Moldova
Solidarität Eau Europe en Moldavie
Solidarity Water Europe in Moldova



Une Politique décentralisée de l'Eau dans la grande Europe Un guide pour une coopération avec la Moldavie

Document réalisé par :

Victor Ruffy
Thierry Umbehr
Galina Cazimir

Remerciements :

Cette publication, préparée à l'occasion du 6^e Forum mondial de l'eau de Marseille, n'aurait pas pu voir le jour sans la généreuse contribution de nombreux particuliers et organisations internationales. Les auteurs souhaitent remercier en particulier : La Direction du Développement et de la Coopération (DDC), le Ministère de l'Ecologie, du Développement durable, du Transport et du Logement (MEDDTL), l'Agence de l'Eau Artois-Picardie (AEAP), le Ministère de l'environnement de la République de Moldova, l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse (AERM), le service public de l'assainissement francilien (SIAAP), ainsi que personnellement, Mmes Georgette Bruchez, Micheline Cosinschi, Nicole Crochet, Nina Plop MM. Gérard Nicolas et Alexandre Martoussevitch.

Solidarité Eau Europe (SEE), Strasbourg
Solidaritate Europeană pentru Apă în Moldova (SEAM), Chişinău

Tous droits d'adaptation, de traduction et de reproduction par tous procédés y compris la photocopie et le microfilm, réservés pour tous les pays.

© SEE, Strasbourg, Chişinău, 2012






Table des matières

Introduction	3
1. Pour mettre fin à un triste constat général	4
2. Entre l'Ouest et l'Est, le mur est tombé mais des fossés se creusent	5
2.1 Les indicateurs démographiques sont pour la plupart inquiétants	6
2.2 Le coût d'une nouvelle économie de l'eau	6
2.3 Le guide pour promouvoir des programmes de coopération décentralisée ..	8
2.3.1. Objectif	8
3. La Moldavie en survie	11
3.1 Présentation générale	11
3.2 L'Eau dans tous ses états	15
3.2.1 Un régime climatique continental modéré de plus en plus contrasté. . .	15
3.2.2 Une infrastructure absente ou à l'abandon	19
3.3 La santé des enfants	19
3.4 Pour une coopération renforcée	23
3.4.1 Le niveau national; une première réflexion globale au niveau gouvernemental	23

3.4.2 La coordination des interventions extérieures et le groupe des donateurs	24
3.4.3 Le niveau régional	25
3.4.4 Le niveau local	27
3.5 Une procédure pour un succès	28
3.5.1 Sensibilisation, information, éducation, élaboration d'un projet	28
3.5.2 Formalisation préalable des engagements	30
3.5.3 Choix des entreprises, des matériaux, les précautions dans la conduite de chantier	32
3.6 Quelques projets à succès	33
3.6.1 Le projet ApaSan financé par la DDC	33
3.6.2 Une participation citoyenne aux projets d'assainissement	34
4 Conclusions	37
5 Annexes	38
5.1 La Moldavie en bref	38
5.2 Liste des contacts	40

Introduction

Depuis sa création en 1998, Solidarité Eau Europe (SEE) œuvre principalement dans les régions rurales d'Europe centrale et orientale. Via la jeunesse, la Moldavie est devenue le pays cible de SEE, qui y a créé son antenne Solidaritate Europeană pentru Apă în Moldova (SEAM) en 2007, afin de mieux répondre aux défis et être plus proche des partenaires et bénéficiaires des projets. La République de Moldova, aux portes de l'Union Européenne, n'est pas très connue dans les milieux de la coopération décentralisée. A nous de corriger cette situation avec ce document proposant de nouveaux partenariats, des jumelages entre élus et entre autorités locales pour renforcer les structures locales en Moldavie. Il a comme objectif d'intensifier la coopération et par surcroît d'améliorer l'accès à l'eau potable et à un assainissement sûr, car la situation est préoccupante.

Solidarité Eau Europe, en collaboration avec ses partenaires sur place, présente un état des lieux, formule des objectifs et cherche à donner des leviers de réussite pour tout projet dans le domaine de l'eau et l'assainissement. Etant donné le dynamisme et le désir de changement de la jeunesse, les outils proposés se doivent de tenir compte de ce climat favorable afin d'accroître leur efficacité et garantir le succès des projets sur le terrain.

Grâce à ce guide, la coopération décentralisée entre l'Ouest et l'Est devrait être renforcée et les actions de solidarité encouragées. Avec peu de moyens, il est possible d'améliorer rapidement des situations dégradées. Moins de 1% perçu sur la facture de l'eau à l'Ouest, permettrait à beaucoup de projets de voir le jour et diminuer les disparités existantes sur le continent européen.

1. Pour mettre fin à un triste constat général

En 1995, Joël de Rosnay écrivait dans « l'Homme symbiotique » :

« Des priorités pour l'avenir : Assurer une base de santé pour tous. L'objectif de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour l'an 2000 est de réduire la mortalité infantile à 50 pour 1'000 naissances et d'assurer à chaque enfant un poids normal et l'accès à l'eau. Coût pour les soins primaires ; 50 milliards de dollars par an : pour l'eau et l'assainissement, 30 milliards supplémentaires. »

En 2002, à Johannesburg, dans le cadre des objectifs du millénaire pour le développement (OMD), la communauté internationale croyait pouvoir s'engager à :

Cible 7c – Réduire de moitié, d'ici à 2015, le pourcentage de la population qui n'a pas accès à un approvisionnement en eau potable ni à des services d'assainissement de base.

En 2010, l'OMS et l'UNICEF doivent tristement avouer :

Le financement de l'aide au développement consacrée à l'eau et à l'assainissement a baissé entre 1997 et 2008. Il a passé de 8% à 5%.

Des ressources supplémentaires sont désormais nécessaires si l'on veut éviter que chaque jour en Europe 4'000 enfants meurent des suites de diarrhées liées à la contamination de l'eau.



2.1 Les indicateurs démographiques sont pour la plupart inquiétants

La Bulgarie qui avait, en 1989, une population d'environ 9 millions habitants en a, 20 ans plus tard, 7.2 millions; le taux de croissance y est constamment négatif dû à la fois à un très faible taux de natalité (9.78‰ inférieur au taux de mortalité 11.1‰) et à des mouvements migratoires régulièrement négatifs - 3.4‰. Les jeunes partent devant un chômage chronique élevé et la perspective de vieillir avec une retraite mensuelle qui n'atteint pas 50€. Irrémédiablement, l'âge moyen de la population s'élève.

La Roumanie vit la même évolution à un degré moindre. De 23.2 millions habitants en 1989, elle est passée à 22 millions en 2010. Le taux de natalité est 9.58‰ et celui de mortalité de 11.78‰.

Le taux de croissance naturel comme le bilan migratoire (-0.27‰) sont négatifs.

2.2 Le coût d'une nouvelle économie de l'eau.

Sur le plan économique, dans ces pays d'Europe, les salaires stagnent et parfois même régressent. La remise en état des réseaux, souvent laissés à eux-mêmes pendant les deux dernières décennies, va déclencher une hausse sur le prix de l'eau et nécessiter des ajustements qui pourraient s'avérer dramatiques pour une partie de la population.

On s'accorde de manière générale à dire que le prix de l'eau ne devrait pas excéder 3 à 5 % du budget des ménages. Cette part exprimée en % pèse plus lourd, selon les niveaux de revenus des pays concernés. Or, selon les projections de l'Académie de l'Eau (France), présentées par Henri Smets en 2007 en Moldavie, les chiffres de cet indicateur économique pour le décile inférieur des revenus seraient les suivants :


Pays	2005	2010
Moldavie	2.9 %	10.4 %
Roumanie	0.9 %	9.1%
Bulgarie	2.7 %	4.3%
France	3 %	2.2 %
Suisse	2.3 %	2.3 %
Italie	1.6 %	

Tableau 1: Pourcentage du budget pour l'eau par rapport au budget des ménages pour le décile inférieur
 (source : H. Smets, De l'eau potable à un prix abordable, Académie de l'Eau, 2008)

La perspective pour les plus pauvres de devoir payer leur eau beaucoup plus cher est bien réelle. Sans un renforcement du soutien de l'Europe occidentale, de grandes régions, que l'on pensait développer après 1989, risquent de voir une part importante de leur population tomber dans la misère.

Accepter sans réagir ce constat d'échec programmé, ne pourrait que renforcer le désenchantement vis-à-vis des espoirs nourris par la grande aventure européenne et accélérer le départ des jeunes.

Les programmes de développement actuellement prévus portent prioritairement sur les villes de plus de 10'000 habitants, le monde rural étant souvent laissé à lui-même. La population, regroupée en de gros bourgs et villages, est cependant loin d'être négligeable. Elle représente en Roumanie 43 % de la population, en Moldavie 59%, en Bulgarie 27%. Cette situation commande d'examiner de plus près les différentes carences des zones rurales, concernant la santé, l'éducation et le niveau des infrastructures en général.






A la différence, par exemple, des contextes africains où ce sont prioritairement les populations des agglomérations urbaines qui nécessitent des interventions, dans cette partie de l'Europe ce sont bien les populations rurales dans lesquelles s'imposent aujourd'hui des solutions décentralisées, aux techniques adaptées et tenant compte de la solvabilité des ménages.

2.3 Le guide pour promouvoir des programmes de coopération décentralisée

2.3.1 Objectif

Son objectif est de faciliter la tâche des élus donateurs (municipalités, syndicats des eaux et assainissement, régies, etc.) ou organisations qui souhaiteraient amorcer une coopération en Moldavie, dans le domaine de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement. Il présente les traits généraux de la réalité hydrologique nationale et la gestion de l'eau. Il vise à fournir des clés pour être plus rapidement opérationnel sous forme, entre autres, d'adresses de partenaires potentiels. Il décrit aussi les conditions dans lesquelles des projets ont été réalisés, susceptibles d'être facilement dupliqués :

-  en décrivant la situation de départ le plus clairement possible
-  en donnant des informations pratiques telles que des listes et contacts d'acteurs moldaves et d'acteurs de la coopération
-  en décrivant, via des exemples de projets, les conditions qui favorisent le succès d'une coopération, et qui sont facilement dupliquables.

Pourcentage des ménages non connectés à l'adduction d'eau

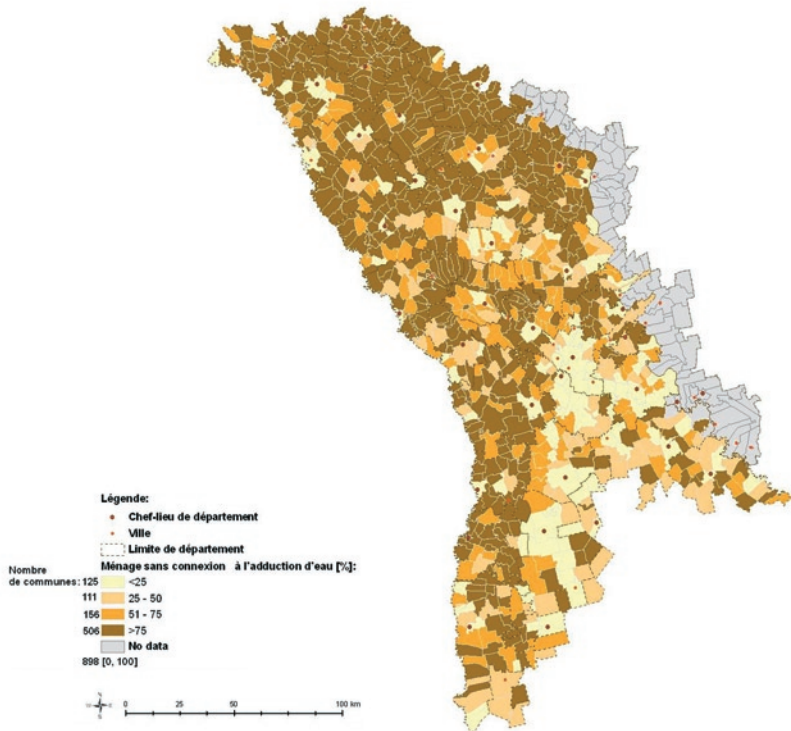


Figure 1 : Cartes de ménages non connectés à l'adduction en eau par commune (source : MEC)



Image 1 : Paysage typique du centre de la Moldavie, la forêt Codru (photo V. Corcimari)

3. La Moldavie en survie

3.1 Présentation générale

C'est un pays agricole, aux gros villages de 3'000 à 5'000 habitants, la population y est majoritairement active dans l'agriculture, plus spécialement dans la viticulture, secteur devenu vulnérable depuis l'indépendance en raison du choix de la Russie, ancien client privilégié, de se ravitailler sur le marché mondial.

Les ressources alimentaires y sont suffisantes pour survivre, mais le manque d'énergie et de matières premières entrave tout développement industriel. Un revenu mensuel moyen de 150€, le plus bas d'Europe, des offres d'emploi inexistantes obligent les forces vives du pays à s'expatrier en Russie, mais aussi dans les pays de l'Union Européenne comme l'Italie et le Portugal, souvent dans la clandestinité. Les envois d'argent depuis l'étranger représentent 38% du produit intérieur brut (PIB).

Très sensible à la conjoncture économique internationale, cette source de revenus importés a fortement diminué dès la fin de 2008 et pendant toute l'année 2009. On peut aisément imaginer que les difficultés financières qui affectent certains pays européens, comme l'Espagne et le Portugal, vont continuer à influencer à la baisse ces apports d'argent.

Population par commune

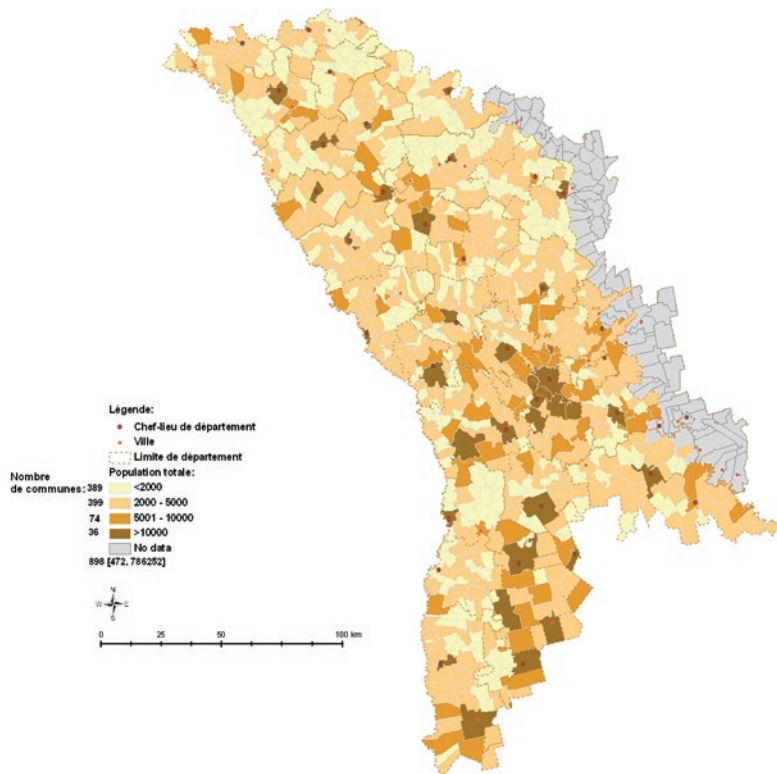



Figure 2 : La population par commune en Moldavie (source : MEC)



Les perspectives démographiques sont inquiétantes, la population diminue ; elle est passée de 4'270'000, au début des années 2000 à 3'567'600 en 2009 (la population vivant en Transnistrie n'est pas prise en considération dans ces chiffres).

La part de la population, se trouvant à l'étranger pour y travailler, est estimée à 628'000, en 2009, par la Commission centrale électorale (CEC), elle représente 25 % de la population active.

Le fait que certaines catégories d'âge soient absentes du pays a pour conséquence une baisse du taux de natalité, un vieillissement de la population résidente, la prise en charge de l'éducation des enfants par les grands-parents, quand ces derniers le peuvent et la multiplication des orphelinats fonctionnant dans une grande précarité.

D'après les projections démographiques, la population sera de 2,9 millions en 2050, conséquence d'une diminution annuelle de 0.9% et d'un taux de fertilité de 1.22‰.

Seul l'instinct de survie peut expliquer des migrations aux conséquences si tragiques pour les familles, les enfants en particulier.¹

1. Draft Concept Strategy on Migration of the Republic of Moldova, ICMPD, Vienna



Image 2 : L'autosubsistance est presque atteinte (photo V. Corcimari)



3.2 L'Eau dans tous ses états

3.2.1 Un régime climatique continental modéré de plus en plus contrasté.

Les ressources en eau sont peu abondantes (600mm de pluviométrie annuelle), on n'est pas loin du stress hydrique. Toute sécheresse cause rapidement des pertes catastrophiques dans l'agriculture, toute pluie anormale des inondations dévastatrices.

Une sécheresse exceptionnelle intervenue en 2007 a entraîné une réduction de 70% de la production des céréales. Les récoltes n'ont plus suffi à nourrir le bétail ; 25% des bovins, 50% des porcs, 10% des moutons et 25% des volailles ont été abattus (source FAO). Le montant des pertes s'est élevé à 1 milliard de \$.

A l'opposé, à la suite de pluies torrentielles, tombées durant l'été 2008 et 2010, des digues ont été détruites le long du Dniestr, ainsi que de nombreuses maisons notamment dans les villages d'Obileni et Nemțeni le long du Prut.

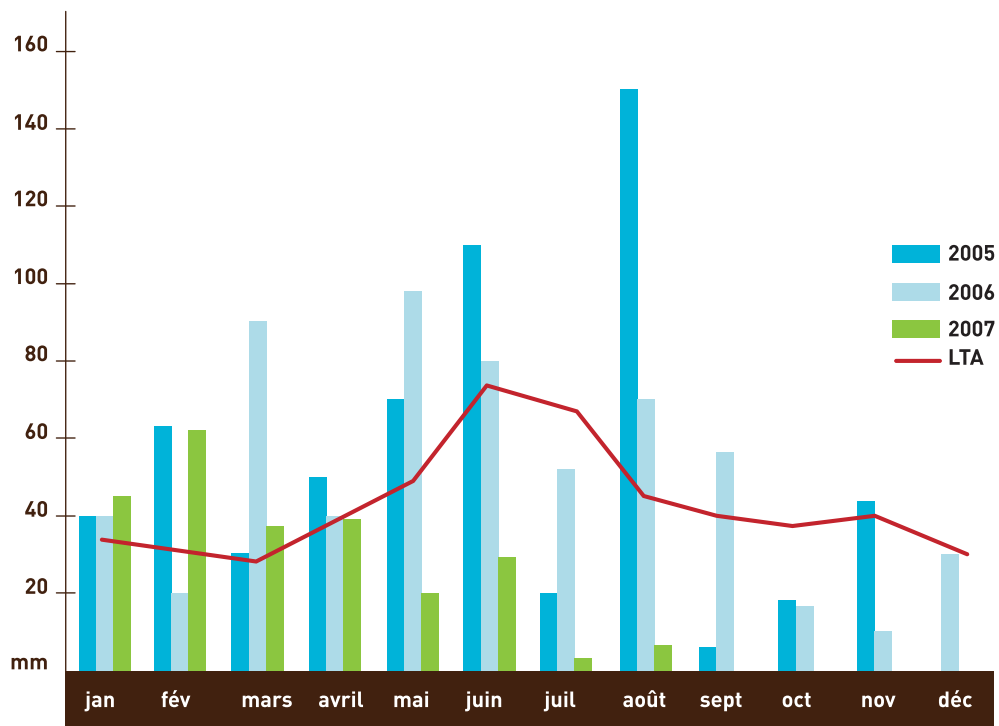


Figure 3 : Précipitations 2005, 2006 et 2007 en comparaison les moyennes à long terme (LTA) (source : Ministère de l'Agriculture)



Image 3 : Inondations en juillet 2010 le long du Prut (photo MWB)



Image 5 : Installations sanitaires typiques d'un lycée (photo : SEE)

3.2.2 Une infrastructure absente ou à l'abandon.





Au stress hydrique dû aux conditions naturelles s'ajoute l'absence ou alors les insuffisances des infrastructures en voie de dégradation, voire totalement abandonnées depuis l'indépendance en 1991. La plupart des villages, par ailleurs, ne disposent pas de réseaux de distribution d'eau potable et encore moins d'assainissement. L'eau provient des puits des villages, dont 80% ne correspondent pas aux normes pour l'eau potable.

Selon « les statistiques les plus récentes », il s'avère que sur les deux millions de Moldaves vivant dans les régions rurales, 80% ne disposent pas d'une eau propre ni d'installations sanitaires adéquates.²

3.3 La santé des enfants






Ces nombreux déficits ne sont pas sans conséquences pour la santé des populations et notamment des enfants. La Moldavie a encore connu ces dernières années des cas de mortalité infantile dus à la qualité déplorable de l'eau.

Les problèmes majeurs de santé des enfants en Moldavie sont

-  Taux élevé de morbidité
-  Invalidité croissante
-  Taux élevé de mortalité infantile et prénatale
-  Taux élevé de mortalité infantile des moins de 5 ans

2. M. Gheorghe Șalaru, Ministre de l'Environnement de Moldavie lors de la signature du Mémorandum of Understanding entre le Ministère de l'Environnement et la DDC, 11.02.2010

Les causes les plus fréquentes de morbidité infantile³ (< 1 an) sont:

-  Maladies respiratoires (40%)
-  Affections périnatales (14%)
-  Maladies infectieuses et parasitaires (4%)
-  Maladies digestives (2%)
-  Anomalies congénitales (1%)

L'effet positif sur le taux de morbidité enfantine est immédiat, lorsqu'un projet d'assainissement, par exemple des nouvelles installations sanitaires dans les écoles, est réalisé. Ci-dessous, l'évolution du nombre de cas d'enfants malades dans le lycée de Vorniceni comptant 540 élèves, avant et après l'inauguration des toilettes sèches en 2009.

Année	Nombre	Type
2003	75	Hépatite A
2007	1	Dysenterie
2008	1	Diarrhée aigue
2009	0	
2010	2	Entérocolite (contamination domestique)
2011	0	

Tableau 2 : Cas de maladies au lycée de Vorniceni (source : médecin scolaire)


3. Source : Centre national de médecine publique (2006)



Image 4 : Puits, souvent l'unique ressource en eau (photo : SEE)



Image 6: Garçons s'approvisionnant en eau de source (photo : SEE)



Le montant des dépenses annuelles pour la santé est de 170 \$ par personne en Moldavie, 1445 \$ pour la République tchèque, 3314 \$ pour la France.

3.4 Pour une coopération renforcée

3.4.1 Le niveau national ; une première réflexion globale au niveau gouvernemental

Les conditions préalables au succès d'une nouvelle politique de l'eau sont partiellement réunies sans toutefois que la mise en place d'agences de bassin n'ait encore eu lieu.

Une première réflexion globale au niveau national a donné lieu à l'élaboration d'une stratégie. Des moyens matériels et financiers très restreints viennent cependant tempérer des propositions souvent trop ambitieuses pour être réalisées selon la proposition faite en 2007⁴. D'ailleurs cette stratégie sera revue fin 2012 avec l'appui de la Commission européenne.

Selon les études menées par l'OCDE⁵, les travaux assurant l'alimentation en eau et l'assainissement pour l'ensemble de la République de Moldova sont estimés entre 92 M € et 117 M € par an sur 20 ans.

Pour être efficaces dans les conditions actuelles, les programmes de coopération dans le milieu rural devraient reconnaître et respecter dans leur mise en œuvre les éléments suivants ;

4. Stratégie de l'alimentation en eau et assainissement pour les localités de la République de Moldavie, juillet 2007
traduction française de Solidarité Eau Europe

5. EAP Task force: Financing water supply and sanitation in Moldova, executive report, 2008

- ☁ Validité du principe de la décentralisation
- ☁ Flexibilité dans le choix des systèmes techniques y compris les écologiques
- ☁ Nécessité de la formation des élus, des gestionnaires et des techniciens de l'eau

3.4.2 La coordination des interventions extérieures et le groupe des donateurs


L'effort accru demandé par une amélioration plus que souhaitable des réseaux de distribution et d'assainissement commande l'optimisation des contributions des pays donateurs.

Rechercher le maximum d'efficacité témoigne également du respect vis-à-vis de l'effort fait par les populations des pays donateurs.

Les Trente Glorieuses sont loin derrière nous. L'aide au développement doit se faire dans la concertation et doit pouvoir, après évaluation des résultats, répondre de son bien-fondé. Seule une telle démarche peut renforcer la confiance dans l'opinion publique des pays donateurs et la volonté de maintenir, voire d'accroître, leur aide.

Un organisme paritaire réunissant sur place, donateurs et commission interministérielle moldave (santé, éducation, environnement, agriculture, développement territorial) existe maintenant, se trouve être fonctionnelle et doit permettre un accord sur les objectifs et le choix des priorités et finalement obtenir ces synergies dont on parle tant.


Les membres du groupe des donateurs et acteurs dans le secteur de l'eau sont⁷ :

-  Direction du développement et de la coopération (Suisse) (coprésidence avec le Ministère de l'Environnement)
-  Austrian Development Cooperation
-  Ambassade de la République tchèque
-  Banque mondiale
-  Banque européenne de reconstruction et de développement (BERD)
-  Délégation de la commission européenne
-  Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ Allemagne)
-  UNICEF
-  Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)
-  OCDE

3.4.3 Le niveau régional

La stratégie du développement régional, décidée par le Gouvernement le 4 mars 2010, a permis la création d'Agences de développement régional (ADR). Pour l'instant, 3 agences ont été créées, à savoir ADR Nord, ADR Centru et ADR Sud. Les suivantes sont en voie de création (ADR Municipiu Chisinau, ADR Gagauzia et ADR Transnistria).

7. Contacts en annexe






Elles ont comme tâches de coordonner l'implémentation de projets d'infrastructure (eau, assainissement, gaz, route, déchets, etc.), de promouvoir le développement économique en faveur de PME et le tourisme rural, toutes initiatives financées par le fond national du développement régional. Ce dernier a été fixé à 1% du PIB national, soit pour 2010 un montant équivalent à 135 millions de MDL (8.5 M €). Ce nouvel outil a nettement amélioré la coordination des efforts entrepris dans le développement régional, tant de la part du gouvernement que de la part des donateurs internationaux.

L'approche « régionale » est également de plus en plus appliquée par les donateurs bilatéraux (DDC, GIZ, Commission européenne), afin de ne plus se limiter aux frontières communales, lorsqu'il s'agit de concevoir des systèmes d'eau et d'assainissement qui doivent satisfaire à des critères économiques et techniques exigeants.

3.4.4 Le niveau local

Au sein des populations condamnées à puiser l'eau dans la nappe et dépourvues de systèmes d'assainissement, le désir de sortir de leur situation est réel, mais la méconnaissance de la manière de procéder, après 50 ans de planification soviétique, représente un lourd handicap. A cela s'ajoutent l'ignorance des techniques et des ressources matérielles très insuffisantes.

Le champ d'une intervention va par conséquent comprendre:

-  l'assistance à la mairie et la sensibilisation de la population
-  l'examen et le choix des solutions techniques
-  la mise à disposition des fonds nécessaires à la réalisation du projet



3.5 Une procédure pour un succès.

3.5.1 Sensibilisation, information, éducation, élaboration d'un projet

Une procédure qui se veut porteuse de succès en Moldavie doit impérativement démarer avec de la sensibilisation, de l'information et partiellement de l'éducation. Les bénéficiaires de ces activités sont tant la population que les élus, voire même les techniciens impliqués. Ces démarches augmentent considérablement l'implication des acteurs, l'appropriation du projet par les bénéficiaires et, par conséquent, les chances de succès.

En effet, les mentalités par le passé étaient très différentes en raison du système en vigueur jusqu'à l'indépendance du pays. La majorité des efforts doit être maintenant consacrée initialement au facteur humain. Le changement du cadre législatif et normatif a tendance à entraîner une dynamique non négligeable. Sans prendre en compte ces éléments, même les solutions techniques les plus performantes ne garantiront en rien la durabilité du projets.

Le manque d'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans les villages de Moldavie n'est pas uniquement dû à l'inexistence de réseaux et de sources d'eau potable sûrs, mais aussi à l'accès limité à l'information, à la documentation et à l'éducation dans ce domaine. La majorité de la littérature et de la documentation à disposition des jeunes dans les villages est désuète et encore souvent uniquement présentée en russe. En outre, les domaines de l'environnement, l'eau, l'hygiène, la santé et l'assainissement sont à peine expliqués de manière compréhensible. Ce manque d'informations, notamment sur les risques encourus, peut même être préjudiciable à la santé des élèves, d'où l'importance du choix du matériel destiné à la sensibilisation et à l'éducation pour entraîner le changement du comportement de chaque habitant.



Image 8 : Distribution des kits éducatifs

Fournir aux écoles rurales des kits pédagogiques adaptés et des livres scientifiques

En parallèle à l'éducation informelle sur l'eau, l'hygiène et l'assainissement entreprise dans les écoles villageoises en République de Moldova, SEAM a lancé une action en 2009 consistant à alimenter les bibliothèques scolaires en livres traitant de ces sujets-là. La bibliographie des livres choisis a été établie en étroite collaboration avec les bibliothécaires scolaires et le corps enseignant. La documentation est prioritairement utilisée par les professeurs de géographie et biologie qui conçoivent des leçons et organisent les devoirs des élèves, afin d'éveiller leur conscience sur la situation environnementale actuelle. Les élèves ont, par là, l'opportunité de compléter leurs connaissances et d'accroître leur intérêt pour cette matière.

La concertation nécessaire des acteurs clé doit également prévoir un volet consacré à la communication. Il n'est pas toujours évident que les acteurs saisissent l'importance de leur engagement pour un projet d'alimentation en eau ou d'assainissement, étant donné qu'auparavant, seuls les ingénieurs avaient un mot à dire.


Les expériences de SEAM ont démontré par ailleurs l'importance d'impliquer la jeunesse dès le début. Elle est un moteur impulsant des changements et des défis que les décideurs ne peuvent ensuite plus ignorer. Elle est de même la tranche de la population la plus motivée par la perspective d'un futur prospère et des projets durables.

3.5.2 Formalisation préalable des engagements

Les expériences faites dans des projets liés par des conventions multiples (par exemple tripartites entre une autorité locale, une ONG et un bailleur de fonds) ont démontré l'importance de formaliser les engagements au préalable. Beaucoup de



Image 9 : Filtres plantés de roseaux à Sărata Galbenă (photo : ApaSan)



bonnes intentions ne suffisent pas à pérenniser les engagements des acteurs. La communication doit être impérativement entreprise auprès de tous les élus, voire des acteurs impliqués dans le projet.

L'implication, dès le début et même de manière concrète, de la population comme contributeur direct dans les programmes, fut plus souvent couronnée de succès que les approches « top-down ». La mobilisation la plus large possible des futurs usagers est d'autant plus souhaitable que, même au niveau local, les autorités en place ne se sentent pas encore capables, à elles-seules, de mener des projets complexes.

3.5.3 Choix des entreprises, des matériaux, les précautions dans la conduite de chantier

Malgré une formation des ingénieurs et techniciens encore très inspirée par le système soviétique, quelques jeunes PME se sont créées afin de répondre aux exigences nouvelles d'une gestion de projets efficace et transparente. La clarté doit être exigée, tout au long des phases de réalisation, dans les devis, la comptabilité, la mise en œuvre technique du projet et la gestion des budgets

Une attention spéciale doit être prêtée au dimensionnement des ouvrages et au choix des matériaux de construction. En effet, la rigidité des normes soviétiques⁸, encore partiellement en vigueur, est difficilement compatible avec les nouvelles approches souhaitables pour résoudre des défis d'ingénierie. Les modes de construction anciens, quant à eux, ont tendance à être remplacés par des techniques dites « européennes », mais restent toutefois encore prisonnières des fonctionnements classiques (par exemple boues activées pour des techniques d'épuration).

8. Souvent résumées dans les normes SNIP (СНИП en russe)


3.6 Quelques projets à succès

3.6.1 Le projet ApaSan financé par la DDC

ApaSan s'inscrit dans la continuation du programme Eau et assainissement (WatSan) mis en œuvre par la DDC entre 2001 et 2008 dans le cadre de son aide humanitaire en faveur de la Moldavie. Avec ce programme, la DDC a prouvé que les systèmes décentralisés d'approvisionnement en eau et les infrastructures d'assainissement respectueuses de l'environnement sont des options viables dans environ 40 % des localités rurales dans la partie centrale de la Moldavie. Sur cette base, la DDC a décidé de poursuivre l'approche promue par le projet WatSan tout en étendant cette expérience à plus large échelle et c'est là l'objet du projet ApaSan.

La DDC soutient des solutions d'assainissement innovatrices et respectueuses de l'environnement, telles que les stations d'épuration utilisant la technique du lagunage et les toilettes (sèches) Ecosan, à l'usage d'institutions sociales et de ménages. Elle soutient aussi le développement de plans d'assainissement et d'approvisionnement en eau à l'échelle du district.

Depuis 2001, la DDC s'est concentrée sur le développement d'infrastructures et sur la création de partenariats solides avec les communautés, l'administration publique locale et les professionnels de la branche. Sur la base de ces partenariats, des systèmes d'approvisionnement en eau potable décentralisés ont pu être mis en place dans 27 villages, des toilettes Ecosan ont été installées dans douze écoles et des stations de lagunage mises en service dans sept villages. Grâce à ces mesures, plus de 40'000 personnes vivant au centre du pays bénéficient désormais de meilleurs services d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Des associations d'usagers de l'eau ont pris en main la distribution et la gestion des systèmes, assurant



ainsi leur entretien à long terme. La DDC a prouvé que l'installation décentralisée d'infrastructures d'approvisionnement en eau et de systèmes d'assainissement respectueux de l'environnement était une option tout à fait réalisable. Les donateurs et la société ont reconnu le succès de cette expérience.


Il s'agit de continuer à investir dans le développement d'infrastructures tout en documentant les processus opérationnels et en soutenant l'extension du projet à l'échelle nationale, par la mise en place de services d'approvisionnement et d'assainissement locaux et l'utilisation de modèles de gestion de l'eau éprouvés. En outre, le projet prévoit de tester des solutions d'approvisionnement et d'assainissement innovantes. L'objectif du projet ApaSan est d'assurer que les conditions nécessaires (techniques, normatives, sociales, économiques et politiques) soient réunies pour la réplique de systèmes décentralisés.

3.6.2 Une participation citoyenne aux projets d'assainissement (SEE/SEAM)

Depuis sa création en 2007, SEAM est active dans le département de Strășeni, se fixant pour but la mobilisation de la jeunesse, des élus locaux, ainsi que des acteurs clé du secteur de l'eau et l'assainissement. A l'exemple de la commune de Vorniceni, le principal résultat observé de cette implication est le gain d'indépendance et d'assurance dans la gestion de projets de la mairie. En effet, d'une attitude passive, consistant dans le passé à attendre les ordres venant de plus haut, les habitants et les jeunes de la commune de Vorniceni ont acquis un dynamisme et obtenu le droit de participation dans la gouvernance, particulièrement dans celle de projets d'eau et d'assainissement.



Image 10 : Table ronde à Vorniceni pour l'assainissement (photo : SEE)



Une politique concertée, transparente et participative s'est progressivement instaurée, accompagnée par des habitants qui interrogent leurs élus sur la gestion communale et les décisions prises.

Le réseau de jeunes leaders de Vorniceni, a dupliqué ses approches et activités dans d'autres villages aux alentours, voire dans d'autres départements (Nisporeni). Cette mise en réseau des activités « jeunesse » a dynamisé et interpellé les élus comme les enseignants à travers une recherche en commun de solutions améliorant l'hygiène, la qualité de l'eau et de l'assainissement. Parallèlement les jeunes et leurs parents ont approfondi leur niveau de connaissances, poussant par là à la construction des infrastructures d'assainissement, réduisant les taux de morbidité en zone rurale et induisant une exploitation, ainsi qu'un entretien durable des installations.

Par la mobilisation de tous les acteurs clé et des propositions des partenariats, SEAM a contribué à la mise au point du projet du réseau d'assainissement de la commune de Vorniceni. Grâce à ce projet d'assainissement et la garantie d'avoir ultérieurement un système intégré, la commune a obtenu des fonds publics pour démarrer un projet d'adduction d'eau potable.

Depuis 2011, cette approche participative des acteurs concernés, comprenant la société civile et les jeunes autour d'un tel projet, est appliquée à l'échelle du bassin versant de la Nîrnova, dans le département de Nisporeni.

4. Conclusions

Par rapport aux nombreux textes, aux statistiques concernant l'état et les besoins en eau ainsi que l'assainissement en République de Moldova, ce guide pratique tente de mettre en évidence les points les plus importants et choisis en vue d'inciter de nouveaux acteurs à intervenir en facilitant leurs interventions. Fournir une information, en grande partie de première main et acquise à travers des expériences récentes sur le terrain, diriger les futurs responsables de nouveaux partenariats vers des projets et personnes auxquels on peut se fier, éviter de partir chaque fois à zéro, tels sont les services que devrait offrir ce document.

La Moldavie mérite toute notre attention, car les opportunités, la nécessité aussi, de développer des projets sont énormes ; la coopération avec les élus et avec la population y est très prometteuse, gratifiante. Même avec des moyens financiers modestes issus des diverses solidarités, de beaux projets visant l'accès à l'eau potable et à l'assainissement sûr et améliorant simultanément la gouvernance du secteur peuvent voir le jour. Des partenariats qui lient les différents acteurs de l'est et l'ouest, ne peuvent qu'enrichir toutes les personnes impliquées de part et d'autre.

Tout guide relève du désir d'inviter à venir voir, à découvrir.

Que ce guide, conçu par Solidarité Eau Europe et qui n'échappe pas à la règle, soit aussi une incitation à la création de nouvelles solidarités et de nouveaux partenariats en faveur de la Moldavie!

5. Annexes

5.1 La Moldavie en bref



Source: GEOnext

Nom officiel: République de Moldova

Superficie: 33 700 km²

Adhésion au Conseil de l'Europe: 1995

Population:

4,3 millions dont : Moldaves : 64 %
; Ukrainiens : 14 % ; Russes : 13 % ;
Gagaouzes (Turcophones christianisés):
3,5 % (soit environ 150.000 personnes).

Capitale: Chişinău

Langue officielle: roumain

Monnaie: le leu moldave (MDL)

Fête nationale: 27 août

Croissance démographique (2007):
0,09 %

Espérance de vie:

70,5 % (74,4 ans pour les femmes, 66,8
ans pour les hommes)

Taux d'alphabétisation (2007):

98,6 % pour les hommes, 94,5 % pour
les femmes

Religion(s): orthodoxe

Indice de développement humain:

99e rang

PIB (2009): 5,4 milliards USD (6,05 mil-
liards USD en 2008)

PIB par habitant PPA (2009): 2850 USD

Taux de croissance (2009): - 6,5 %

Taux de chômage (2009): 3,1 %

Taux d'inflation (2009): - 0,1 %

Solde budgétaire (2009): - 6,8 % du PIB

Balance commerciale (2009): - 1,95
milliards USD

Principaux fournisseurs (2009): Ukrai-
ne (14 %), Russie (11,4 %), Roumanie
(9,5 %) - pour mémoire, Union euro-
péenne 43 %

Principaux clients (2009):

Russie (22,1 %), Roumanie (18,5 %), Ita-
lie (10,5 %) - pour mémoire, UE 52,3 %

**Part des principaux secteurs d'activités
dans le PIB (2009):**

agriculture: 10,5 %

industrie: 10,4 %

services: 79 %

5.2 Liste des contacts

Bureau de coopération (DDC)

Biroul de cooperare al Elveției

Str. A. Mateevici 23B

MD-2009 Chișinău

www.swiss-cooperation.admin.ch/moldova/

+373 22 79 69 44

Agence de coopération tchèque

Czech Development Agency

Nerudova 3

CZ-118 50 Prague 1

www.czda.cz

+420 251 108 130

Ministère de l'Environnement

Ministerul Mediului

Str. Cosmonauților 9

MD-2005 Chișinău

www.mediu.gov.md

+373 22 20 45 07

Projet ApaSan

Str. A. Mateevici 23A

MD-2009 Chișinău

www.apasan.md

+373 22 73 13 31

Coopération autrichienne

Austrian Development Cooperation

Str. A. Mateevici 23 B

MD-2009 Chișinău

www.entwicklung.at/laender-und-regionen/suedosteuropawestbalkan/moldau/

+373 22 73 93 70

Banque mondiale


World Bank Group

Str. Pușkin 20/1

MD-2012 Chișinău

www.worldbank.org/md

+373 22 20 07 06



Banque européenne pour la reconstruction et la développement (BERD)

Str. Vlaicu Pîrcălab 63
MD-2012 Chişinău
www.ebrd.com/pages/country/moldova.shtml
+373 22 21 00 00

Délégation de la commission européenne

Str. Kogălniceanu 12
MD-2001 Chişinău
eeas.europa.eu/delegations/moldova/index_en.htm
+373 22 50 52 10

Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)

Str. 31 August 131
MD-2012 Chişinău
www.undp.md
+373 22 22 00 45

Coopération technique allemande Gesellschaft für internationale Zusammenarbeit (GIZ)

Str. Bulgara 31A
MD-2001 Chişinău
www.gtz.de/en/weltweit/europa-kaukasus-zentralasien/659.htm
+373 22 86 05 88

Conseil de l'Europe

Str. Puşkin 4
MD-2009 Chişinău
www.coe.md
+373 22 23 50 34

Contacts:



Solidarité Eau Europe
Solidarity Water Europe
Solidarität Wasser Europa

55 avenue de Colmar - 67100 Strasbourg - France
Tel: + 33 (0)3 88 84 93 14 - Fax: + 33 (0)3 88 84 99 18 - contact@see-swe.org - www.see-swe.org



Solidaritate Europeană pentru Apă în Moldova
Solidarität Eau Europe en Moldavie
Solidarity Water Europe in Moldova

str.1 Mai nr.20, s. Vorniceni, r. Străjeni MD-3737
tel. +373 69 591545 e-mail: contact.seam@see-swe.org - web: www.see-swe.org

Partenaires financiers :



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC



ENGAGEMENT FORT EN FAVORI DE LA QUALITE ECOLOGIQUE, DE L'ENERGIE, DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

